

Cote du document: EB 2012/107/R.49  
Point de l'ordre du jour: 9 d)  
Date: 23 novembre 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## République du Guatemala

### Mémorandum du Président

### Programme de développement rural durable dans le département du Quiché

### Prorogation du délai de signature de l'accord de financement

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Joaquín Lozano**  
Chargé de programme de pays  
courriel: j. lozano@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session  
Rome, 12-13 décembre 2012

---

Pour: **Approbation**

## Recommandation d'approbation

Étant donné l'importance que revêt ce programme pour certaines des zones les plus défavorisées du département du Quiché et compte tenu de l'engagement pris par le nouveau Gouvernement du Guatemala en faveur du programme, il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver une prorogation de six mois – au 15 juin 2013 – du délai de signature de l'accord de financement relatif au Programme de développement rural durable dans le département du Quiché.

## Mémoire du Président

### Programme de développement rural durable dans le département du Quiché

### Prorogation du délai de signature de l'accord de financement

#### I. Généralités

1. À sa cent unième session, en décembre 2010, le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt de 10,85 millions de DTS (équivalent approximativement à 16,5 millions d'USD) à des conditions ordinaires et d'un don de 0,33 million de DTS (équivalent approximativement à 0,5 million d'USD) à la République du Guatemala, afin de contribuer au financement du Programme de développement rural durable dans le département du Quiché. Le programme est en harmonie avec la stratégie du FIDA telle qu'illustrée dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui a reçu l'aval du Conseil à sa quatre-vingt-quinzième session, en décembre 2008, en particulier s'agissant de la priorité accordée à l'établissement de liens avec les marchés et au développement des petites entreprises rurales.
2. **Principaux objectifs du programme.** L'objectif général du programme est d'accroître les revenus et délargir les perspectives d'emploi des groupes cibles autochtones et ruraux du département du Quiché. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) favoriser un accès plus large aux marchés nationaux et extérieurs, en renforçant les capacités réelles de production, de commercialisation et d'entreprise des groupes économiques organisés, ainsi qu'en créant des entreprises rurales (agricoles et non agricoles) ou en modernisant celles qui existent déjà, moyennant des liens avec le secteur privé. L'amélioration des routes rurales, l'élargissement de l'infrastructure de production et d'ajout de valeur et la fourniture de services financiers ruraux fondés sur les marchés constitueront un appui supplémentaire; et ii) contribuer à développer le capital social et humain, en renforçant les capacités d'organisation et de décision des communautés et de leurs conseils de développement, de même qu'en améliorant la planification municipale et la gestion des ressources naturelles. L'infrastructure sociale et les dispositifs permettant d'économiser la main-d'œuvre féminine seront également mis en avant.
3. **Date limite de signature.** La date limite pour la signature de l'accord de financement a été fixée au 15 décembre 2012.
4. L'accord de financement n'a pas encore été signé en raison de la lenteur et de la lourdeur des procédures d'approbation interne en vigueur au Guatemala. Au cours des dix dernières années, le Conseil d'administration a approuvé quatre projets du FIDA. Pour trois d'entre eux, exception faite du présent programme, le délai moyen

de signature a été de 36 mois, c'est-à-dire trois ans. Avant qu'un accord ne puisse être signé par le gouvernement, il est soumis à une procédure minutieuse d'examen et d'approbation par le Conseil monétaire (*Junta Monetaria*) et la Commission des finances du Congrès. À noter que les retards touchent non seulement les projets du FIDA, mais également les projets d'investissement financés par d'autres agences multilatérales comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement.

## **II. État d'avancement de la signature du prêt**

5. Les négociations avec les autorités guatémaltèques concernant l'accord de financement du présent prêt se sont tenues le 6 décembre 2010. Cet accord de financement, qui a déjà été approuvé par le Conseil monétaire, est actuellement examiné par la Commission des finances, qui devrait l'approuver prochainement. Il faut souligner que le retard pris dans la signature de l'accord ne signifie pas que le gouvernement n'y attache pas d'importance mais est imputable à la longueur des procédures d'approbation.
6. Malgré ce retard important, la division Amérique latine et Caraïbes (LAC) considère encore ce projet comme une pièce maîtresse du programme de pays pour le Guatemala, un projet qui, une fois entré en vigueur, favorisera l'établissement de synergies positives avec les interventions menées dans le cadre du portefeuille en cours dans le pays. Par ailleurs, le nouveau Gouvernement guatémaltèque, en place depuis janvier 2012, estime qu'il s'agit là d'un programme important et a officiellement demandé à ce que lui soit accordé un délai supplémentaire de 180 jours afin que soit approuvé et signé l'accord de financement.
7. LAC, qui prend très au sérieux le problème de la longueur des délais de signature, a suivi très attentivement et de manière continue cette question avec les autorités nationales, en mettant l'accent sur la nécessité de faire en sorte que le prêt soit signé et prenne effet au plus vite afin que le programme puisse démarrer dans les meilleurs délais. De plus, dans le cadre de la préparation du nouveau COSOP pour la période 2013-2016, la division discute actuellement de ce problème structurel avec le Gouvernement guatémaltèque.

## **III. Recommandation**

8. Sur la base des informations et de la justification fournies ci-dessus, il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver une prorogation de six mois – au 15 juin 2013 – du délai de signature de l'accord de financement relatif au Programme de développement rural durable dans le département du Quiché.